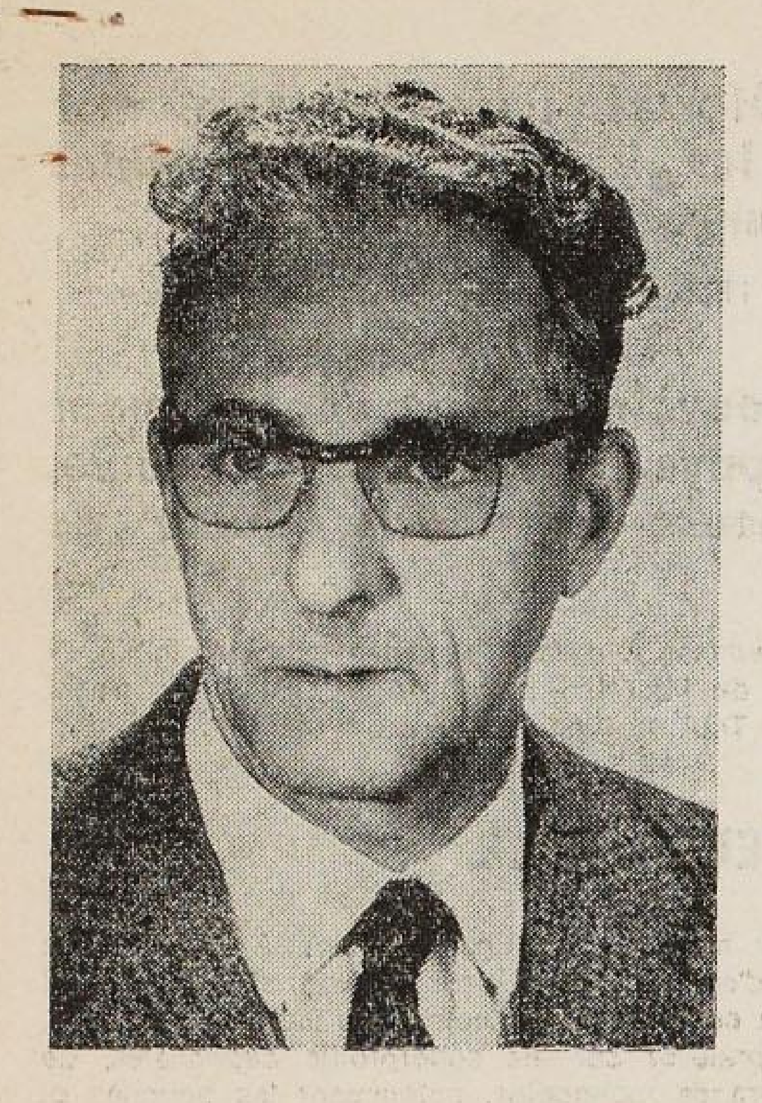
REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT DE LA SOMME
(CINQUIEME CIRCONSCRIPTION)



ELECTIONS LEGISLATIVES du 5 MARS 1967

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Electrices, Electeurs,

Le 5 Mars, vous allez voter.

Vous devez choisir le député qui vous représentera à l'Assemblée Nationale. Ce choix est très important.

DEPUIS 9 ANS, LE POUVOIR GAULLISTE RÈGNE SANS PARTAGE. IL VOUS AVAIT PROMIS d'améliorer le niveau de vie au fur et à mesure de l'accroissement de la production. Or...

La production industrielle a augmenté de 60 % depuis 1957, la productivité de 50 %.

Chaque salarié produit aujourd'hui, en 40 heures, autant qu'en 60 heures en 1957.

Cependant, le pouvoir d'achat de la plupart des salariés stagne, et même, pour certaines catégories défavorisées, régresse.

Quatre millions et demi de salariés gagnent moins de 600 francs par mois.

Dans la Somme, les statistiques officielles montrent qu'en 1963, la moyenne mensuelle des salaires n'était que de 530 francs. De nombreux ouvriers ne les gagnent pas encore actuellement.

Ce sont les travailleurs français qui ont la plus longue semaine de travail de tous les pays d'Europe.

Pourtant, le Pouvoir s'oppose à l'abaissement de l'âge de la retraite.

NOS VIEUX PAPAS, NOS VIEILLES MAMANS, après une existence de labeur, terminent leurs jours au bord de la misère, avec des retraites maintenues à un niveau anormalement bas.

Le Régime se montre incapable d'assurer l'avenir de la jeunesse.

Nombreux sont les jeunes qui ne trouvent pas d'emploi à la sortie de l'école et, souvent, les plus de 40 ans se voient fermer les portes.

Le Vme Plan gaulliste ruine et exproprie la paysannerie laborieuse.

Dans notre département, depuis 1957, on compte déjà 4.850 exploitations agricoles de moins. Or, le plan gaulliste prévoit que plus du tiers des exploitations restantes disparaîtront avant 1985.

La concentration menace également **ARTISANS** et **COMMERÇANTS.**

L'U. N. R. et M. LUCIANI, en 1962 (voir sa profession de foi et ses écrits de novembre 1962) **VOUS ONT AFFIRMÉ :**

« ...Les caisses de l'Etat sont pleines... »

Or, il n'y a pas de crédits suffisants pour construire des logements, des écoles, des hôpitaux, des dispensaires, pour entretenir les routes et venir en aide aux communes.

POURTANT, LE GOUVERNEMENT SE VANTE DE SA BONNE SITUATION FINANCIÈRE. Mais...

La population laborieuse paye la plus grosse part de l'impôt.

Elle supporte, en fait, sous forme d'impôts directs ou indirects, 85 % de la charge fiscale de l'Etat. Le nombre des contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu a plus que doublé depuis 1958.

En revanche, la part des sociétés capitalistes n'est que de 8 %.

LES DIFFICULTES S'ACCROISSENT. LES FEMMES, TOUT PARTICULIEREMENT, SONT A MÊME DE LE CONSTATER.

Pour les salariés de toutes catégories : Ouvriers, Techniciens, Cadres, **LA POLITIQUE DE CONCENTRATION CAPITALISTE SIGNIFIE** réductions d'horaires et de salaires, licenciements, déclassement et chômage.

C'est le cas d'ALBERT, de NESLE, de la Vallée de la NIEVRE.

LE Ve PLAN PREVOIT 610.000 CHOMEURS POUR 1970.

Le Gouvernement ignore les revendications des **ANCIENS COMBATTANTS** et porte atteinte aux droits acquis.

Il accentue l'emprise des trusts sur les industries nationalisées.

La réforme administrative met en cause les libertés fondamentales des communes,

à qui l'Etat réduit par ailleurs les subventions.

Le Pouvoir sacrifie l'équipement social du pays, l'éducation nationale, à la ruineuse et inutile force de frappe.

Nous sommes loin de l'optimisme béat des ministres et des candidats de l'U. N. R., dont M. LUCIANI, qui disent tous les jours : « Tout va bien »

EN FINIR AVEC LE POUVOIR PERSONNEL

Le **PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS,** dès 1958, a combattu le pouvoir personnel. Il propose de lui substituer un régime nouveau, qui, dans la stabilité, œuvrerait à l'accroissement continu du bien-être de tous ceux qui vivent du fruit de leur travail.

Dans ce but, il a élaboré un programme de démocratie véritable, d'expansion économique, de progrès social, d'indépendance nationale et de paix.

Ce programme a été présenté à différentes reprises. Il est réaliste.

IL EST POSSIBLE, par exemple : d'augmenter les salaires, traitements, retraites et pensions, de consacrer plus au logement, aux hôpitaux, à l'Enseignement, à l'équipement rural et urbain, d'accorder une juste rémunération du travail paysan, d'aider la coopération agricole sous toutes ses formes, à condition de prélever sur les superprofits capitalistes, de nationaliser les grands monopoles, notamment les banques et les industries aéronautiques, de réaliser une réforme fiscale démocratique, de supprimer nombre de dépenses improductives, et, en premier lieu, la force de frappe, ce qui suppose une politique de paix et de coexistence pacifique.

La stabilité du nouveau régime serait fondée sur l'entente des partis démocratiques autour d'un programme commun de gouvernement et sur le soutien actif de la population.

VOTER Alfred LECLERCQ DÈS LE 1er TOUR, C'EST SOUTENIR LES EFFORTS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS POUR L'UNION DES FORCES DE GAUCHE

Pour aboutir à cette union, le **PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS** n'a ménagé aucun effort. L'accord conclu avec la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste est un pas important dans cette voie. Il doit permettre de porter un coup sérieux au pouvoir gaulliste.

Pour appuyer sa politique d'union, pour renforcer son action au Parlement, il est donc important que le **PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS** gagne des voix et des sièges. La présence de nombreux députés communistes est la meilleure garantie que les intérêts des travailleurs seront bien défendus.

Il faut assurer la relève démocratique du gaullisme.

Mais nous ne voulons pas d'un simple retour au passé, qui n'apporterait que de nouvelles désillusions.

L'expérience l'a montré :

IL N'Y A PAS EN FRANCE DE GAUCHE VERITABLE NI DE POLITIQUE DE PROGRES SOCIAL ET DE PAIX, SANS LES COMMUNISTES.

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS, le 5 Mars...

Votez Alfred LECLERCQ

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Pour l'UNION des FORCES de GAUCHE et DÉMOCRATIQUES

Remplaçant éventuel : Pierre DRUIN

Vu, le candidat :

CARRE - FRESSENNEVILLE (SOMME)